

sibilité de remplacer par la seule violence — qui est un instrument de la lutte et non un programme de lutte — une vision historique que le mécanisme de la lutte des classes n'a pas la capacité de féconder. Puisque les mouvements sociaux n'ont pas la force de féconder une vision finaliste des buts prolétariens et qu'ils ne se rencontrent pas avec une intervention communiste orientée dans cette direction, ils retomberont finalement dans l'orbite du développement capitaliste, entraînant vers leur faillite les forces sociales et politiques qui, jusqu'ici, représentaient d'une façon classique les sursauts de classe des ouvriers : les anarchistes.

Au moment de février 1936, toutes les forces agissant au sein du prolétariat se trouvaient derrière un seul front : la nécessité d'aboutir à la victoire du Front Populaire pour se débarrasser de la domination des droites et obtenir l'amnistie. De la social-démocratie, au centrisme, jusqu'à la C.N.T. et au Poum sans oublier tous les partis de la gauche républicaine partout l'on était d'accord pour déverser l'explosion des contrastes de classe sur l'arène parlementaire. Déjà, ici, se trouvait inscrite, en lettres flamboyantes, la faillite des anarchistes et du Poum, ainsi que la fonction réelle de toutes les forces démocratiques du capitalisme. Le gouvernement d'Azana d'abord, de Quiroga ensuite, furent acculés à passer immédiatement à l'attaque d'un prolétariat qui, dans les villes et les campagnes, tentait de poser ses revendications de classe. Nous nous trouverons donc devant une période d'une confusion sans pareille. La faiblesse économique du capitalisme ne lui permet pas de manœuvrer largement sur le terrain des concessions aux ouvriers. D'autre part, en dehors des réformes agraires sur le papier, il ne peut bouleverser son économie paysanne. Il faut donc passer à la répression violente des mouvements paysans (Yes-tes), précipiter l'évolution contre-révolutionnaire des centristes, déterminer l'U.G.T. à briser violemment les grèves, encercler la C.N.T. et l'acculer à des compromissions honteuses. Objectivement, la bourgeoisie se rend vite compte de l'impossibilité d'aboutir à des résultats profonds sans une attaque frontale et sanglante contre les ouvriers et le Fr. Populaire veillera à désagréger les mouve-

ments des masses tout en laissant se préparer le mouvement des militaires qui veillera à son tour à se rattacher aux réactions sociales fécondées par la répression du Front Populaire.

De février 1936 à juillet, le déroulement des batailles de classe suivront cette trajectoire.

A son Congrès de Saragosse, en mai 1936, la C. N. T. proposera une alliance syndicale à l'U.G.T., qui refusera pour suivre une ligne de désagrégation directe des mouvements grévistes. Lors de la grève des pêcheurs de Malaga surgiront des bagarres sanglantes entre U.G.T. et C.N.T. qui permettront au gouvernement du Front Populaire d'abattre sa répression sur cette dernière. A Barcelone, ce sont les centristes qui interviendront directement pour briser la grève des garçons de café. A Madrid, en juin, se déclenchera la grande grève du bâtiment où interviendront l'U.G.T. et la C.N.T., qui posera comme revendications essentielles la semaine de 36 heures et un salaire de 16 pesetas. Le fait curieux sera ici le referendum de l'U.G.T., en pleine grève, pour décider de la rentrée (referendum dont la C.N.T. se désintéressera) et aboutissant à la reprise du travail pour les membres de l'U.G.T. Cette grève continuera jusqu'au 19 juillet avec les seuls membres de la C.N.T. qui, malgré l'acceptation de cet état de faits par leur organisation, vidèrent violemment les chantiers. Ici aussi surgirent des incidents violents entre C. N. T. et U. G. T. qui permirent à la police de fermer les locaux de la C.N.T., d'arrêter plusieurs de ses militants jusqu'au 19 juillet.

C'est dans cette situation d'effervescence prolétarienne dans les villes, alors que les forces du Front Populaire s'efforcent de désagréger les luttes ouvrières, de les réprimer violemment et que la C.N.T. s'agit désespérément sans pouvoir donner une direction aux batailles revendicatives, que se déclenchera le mouvement de Franco au Maroc.

#### LES EVENEMENTS DU 19 JUILLET

Il nous importe tout d'abord de bien mettre en lumière quelques éléments de fait. Lorsque le mouvement du 17 juillet, au Maroc, fut connu à Madrid et à Barcelone, la préoccupation première du capitalisme fut d'attendre les réactions du prolétariat pour s'orienter dans une di-

rection ou dans l'autre. Tout d'abord, comme cela a été noté dans l'avant-dernier numéro de « Bilan », au gouvernement de Quiroga fut substitué celui de Barrios, afin de tenter d'aboutir à une conversion pacifique de la gauche à la droite. Mais, devant l'ampleur du soulèvement ouvrier en Catalogne et à Madrid, cette tentative échoue lamentablement et Giral vient au pouvoir alors que Barrios part pour Valence, où il tentera, au nom du gouvernement, de légaliser la révolte ouvrière.

Le déroulement des événements à partir du 17 juillet confirme notre appréciation : le 17 juillet, le syndicat des Transports maritimes de Barcelone s'était emparé des armes se trouvant dans les navires « Manuel Arnus », « Argentina », « Uruguay » et « Marquis de Cornillas » (150 fusils et des munitions). Il les avait transportées à son local. Le 18, veille du soulèvement militaire, la police enleva une partie des armes.

Lorsque les chefs des divers partis ouvriers allèrent demander, après le 17, des armes à Companys, car il était de notoriété publique que les militaires descendraient dans la rue à l'aube du dimanche, le chef de la Généralité les rassura en expliquant que la Garde Civile et d'Assaut suffiraient et, qu'en tout cas, si elles reculaient, les ouvriers n'avaient qu'à ramasser les fusils des morts et à intervenir. Pour Companys, le mieux que les ouvriers avaient à faire le samedi soir et le dimanche, c'était de rentrer chez eux et d'attendre l'issue de la lutte.

Mais l'effervescence du prolétariat de Barcelone était à son paroxysme.

Le dimanche au matin tout le prolétariat armé avec des moyens de fortune et dans sa majorité sans armes, est dans les rues. A cinq heures la bataille se déclanche. Entourées par les ouvriers la Garde d'Assaut et une partie de la Garde Civile doit marcher contre les militaires. Bientôt, le courage et l'héroïsme des ouvriers où se distinguent particulièrement les militants de la C.N.T. et de la F.A.I., ont raison des points essentiels du soulèvement car ici et là les soldats fraternisent avec les prolétaires, telle la caserne de Tarragona. Le soir même, les soldats sont vaincus et le général Godet capitule. C'est à partir de ce moment que l'armement du prolétariat devient général.

La Généralité, quant à elle, s'efface peu à peu devant l'élan des ouvriers mais ne craint cependant pas que ceux qui lui ont demandé des armes, maintenant que les ouvriers les ont prises par la force, ne les tournent contre elle.

Le lundi 20, la C. N. T. et à sa suite l'U.G.T. lancent le mot d'ordre de grève générale dans toute l'Espagne. Mais partout les ouvriers sont dans la rue. Ils prennent les armes mais posent leurs revendications de classe. Le contraste ancien entre C.N.T. et U.G.T. au sujet de la semaine de 36 heures ou de 40 heures ; le problème des salaires, tout cela surgit au cours de la lutte car déjà les ouvriers commencent à mettre la main sur de nombreuses entreprises. Le 20 apparaissent et se constituent des milices qui nettoieront Barcelone. Le 21 est publié un décret de la généralité affirmant : « Primo : il est créé des milices (ciudadines) ciudadines pour la défense de la République et la lutte contre le fascisme et la réaction ». Le C. C. des milices comprendra un délégué du conseiller de la Gobernación, un délégué du Commissaire général d'ordre public et des représentants de toutes les forces ouvrières ou politiques luttant contre le fascisme.

Ainsi, la Généralité tente dès le 21, non seulement de mettre son cachet sur les initiatives des ouvriers armés, mais d'enfermer leurs efforts dans les cadres de la légalité bourgeoise.

Le 24 la grève générale continue toujours et le Poum (Parti d'unification marxiste) parle de la faire durer jusqu'à ce que le fascisme soit écrasé partout.

Mais déjà la C.N.T., qui domine Barcelone, lance ce jour le mot d'ordre de rentrée pour les industries d'alimentation et de service public. Le Poum publie l'avis mais ne le critique pas. Cependant, l'on continue à parler des revendications de classe. Les ouvriers exproprient la Cie des Trains, le Métropolitain, tous les moyens de transport, y compris les chemins de fer. Ici aussi la Généralité intervient et légalise en prenant l'expropriation à son compte. Plus tard elle prendra les devants dans certaines entreprises et les expropriera avant les ouvriers.

Le même jour, le front d'Esquerres, qui groupe tous les partis bourgeois de gauche, reçoit une lettre du Poum où celui-ci, invité par Companys, accepte de